



Actualités en bref

Le sommet de l'Union africaine s'est tenu à Abuja, au Nigeria

Le quatrième sommet des 53 pays membres de l'Union africaine s'est tenu les 30 et 31 janvier à Abuja, au Nigeria. L'hôte du colloque était le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, actuel président de l'Union africaine. Les chefs d'État, parmi lesquels le président sud-africain Thabo Mbeki et le président de l'Égypte Hosni Mubarak, se sont joints à Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, pour des discussions. En tête de liste des sujets discutés se trouvaient les conflits africains en Côte d'Ivoire, dans la République démocratique du Congo, dans la région du Darfour au Soudan, ainsi que l'impact de maladies comme le sida, la malaria et la poliomyélite. Des plans pour augmenter la représentation africaine au Conseil de sécurité de l'ONU et pour apporter des changements à cet organisme furent aussi discutés.

Le Parlement de l'Union européenne approuve la Constitution

Au milieu des drapeaux, les membres du Parlement européen ont approuvé à Strasbourg, le 12 janvier, leur Constitution par 500 voix contre 137 et 40 abstentions. Le document doit maintenant être ratifié par les 25 pays membres, ce qui, selon toute vraisemblance, ne se fera pas avant la fin de 2006. Le chef du Parti social-démocrate autrichien, Martin Schulz, a fait l'éloge des valeurs de la nouvelle Constitution, qui enchâsse des « valeurs universelles et indivisibles, valides pour tous les Européens ». Le rapporteur Inigo Mendez de Vigo y voit l'annonce d'une « nouvelle ère sur ce continent ». Les parlementaires se sont exhortés les uns les autres à convaincre leurs électeurs de soutenir la Constitution.

Mais, en dépit du soutien du Parlement, une campagne du « Non » a été organisée pour que soit rejetée la Constitution.

Les Basques d'Espagne demandent un droit de sécession

Le Parlement de la région autonome basque espagnole a voté en faveur de l'établissement d'une « libre association » avec l'Espagne. Le 30 décembre 2004, à 39 voix contre 35, la proposition a été approuvée par le Parlement, après que trois membres du parti Sozialista Abertzaleak (jugé proche du groupe rebelle séparatiste ETA) eurent changé d'avis et s'y soient ralliés. Ce parti soutenait jusque-là que la proposition n'allait pas assez loin. Le plan a été surnommé « plan Ibarretxe », d'après Juan Jose Ibarretxe, un dirigeant basque. Mais même si le Parlement basque a approuvé le plan, un appui du Parlement d'Espagne est improbable. Le Parti socialiste du premier ministre Jose Luis

Rodriguez Zapatero s'oppose à la mesure, ainsi que le Parti populaire, qui forme l'opposition.

Le 1^{er} février, le plan a été discuté au Parlement espagnol, où il fut rejeté par 313 voix contre 29. Le jour suivant, Ibarretxe a annoncé que des élections générales auraient lieu dans la région basque le 17 avril, un mois plus tôt que prévu; il espère ainsi montrer que les Basques soutiennent ce plan. Si le Parti nationaliste basque obtient une majorité absolue à la suite des élections, Ibarretxe a indiqué qu'il soumettrait le plan à un référendum.

Outre la modification du lien avec Madrid, la mesure établirait un système basque de tribunaux et une représentation basque dans les organismes internationaux, y compris l'Union européenne. En tant que communauté autonome d'Espagne, la région basque contrôle déjà ses propres finances, la police, les soins de santé, les écoles et d'autres services publics.

Denzil Douglas réélu à Saint-Kitts-et-Nevis

Le 25 octobre 2004, le Parti travailliste de Saint-Kitts-et-Nevis a formé de nouveau le gouvernement à Saint-Kitts-et-Nevis, ayant obtenu un peu plus de 50 pour cent des suffrages exprimés et 12 des 17 sièges de l'assemblée législative. Denzil Douglas, chef du Parti travailliste, a été nommé premier ministre. Un parti d'opposition, le Mouvement des citoyens, a obtenu 3 sièges avec 8 pour cent des voix, et le Mouvement d'action populaire un siège avec 32 pour cent des voix. Le Parti réformiste de Nevis a gagné le siège qui restait avec 7 pour cent des voix. La participation électorale a été de 59 pour cent. Il existe encore une possibilité de référendum sur la sécession de l'île de Nevis.



Denzil Douglas, premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis

Le gouvernement sri-lankais enquête concernant l'aide disparue

Le gouvernement sri-lankais a entrepris une enquête concernant l'aide qui était destinée aux victimes du tsumani sur la côte est du pays et qui s'est perdue. Tandis que les registres du gouvernement montraient que des quantités suffisantes de nourriture avaient été expédiées vers la ville de Batticaloa, sur la côte est, il y a eu, le 31 janvier, une manifestation à Tricomalee, près de Batticaloa, où des centaines de personnes

ont indiqué que le gouvernement ne leur avait donné aucune nourriture et qu'ils n'avaient reçu aucune aide pour la reconstruction. Ailleurs, des gens se sont plaints qu'en janvier, quatre camions contenant du riz, des lentilles et du sucre, en partance vers des régions habitées par des Tamouls, au nord du Sri Lanka, ont été forcés par des citoyens cinghalais de faire demi-tour; la nourriture a par la suite été distribuée dans des régions cinghalaises. Des rapports signalent notamment que l'aide et le secours donnés aux régions du Sri Lanka contrôlées par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont servi à aider les soldats de cette organisation. S'il y eut, immédiatement après le tsunami, coopération entre les gens du LTTE et le personnel du gouvernement du Sri Lanka dans le but de porter secours aux sinistrés de l'Est et du Nord, les tentatives ultérieures pour combiner les efforts de secours et de relèvement ont été vaines. Quelque 3 000 personnes ont été tuées par le tsunami le long de la côte de Batticaloa. Le désastre a aussi fait 62 000 sans-abri dans cette région.

Dispute autour d'une firme de gestion des eaux à Buenos Aires

Les résidents de la province de Buenos Aires doivent-ils subir une hausse de tarif de 60 pour cent pour financer les améliorations de leur système d'approvisionnement en eau? Comme la firme qui fournit l'eau est une société sous contrôle français, Nestor Kirchner, président de l'Argentine, s'est rendu à Paris en janvier pour y rencontrer le président français Jacques Chirac. Le gouvernement argentin a rejeté la hausse de 60 pour cent et a demandé à la société Auguas Argentinas, contrôlée par la firme française Suez, d'investir 136 millions de \$ US dans ces améliorations. Le ministre argentin de la planification, Julio de Vido, qui était aussi à Paris pour ces entretiens, a indiqué que le gouvernement argentin pourrait contribuer à ces améliorations, mais pas « bénévolement ».

Le Forum social mondial 2005 se termine à Porto Alegre, au Brésil

Le 31 janvier, le cinquième Forum social mondial a pris fin dans la ville brésilienne de Porto Alegre, située dans le sud du pays. L'événement a attiré 155 000 participants venant de 135 pays. Il y eut 6 880 conférenciers et 2 500 activités. L'ouverture du Forum a pris la forme d'un témoignage de la diversité du monde. Contrairement aux pratiques passées, la préparation de l'ordre du jour a été confiée à un groupe de 16 « personnalités », qui ont demandé aux 120 000 participants (ou plus) de l'approuver. On voulait ainsi éviter de travailler dans un grand espace ouvert, sans structure déterminée. C'était aussi la première fois que le Forum social mondial réunissait des groupes de la société civile pour rencontrer les représentants de la Banque mondiale et du Fond monétaire international. « C'est important d'être ici pour écouter, comprendre la critique et la rapporter », a déclaré Simonetta Nardin, de la direction des affaires extérieures du FMI.

La nouvelle Constitution autrichienne reportée?

La convention constitutionnelle d'Autriche a produit une première ébauche. En décembre 2004, le projet d'une constitution révisée fut proposé par Franz Fiedler, un membre de la convention. Il comportait une référence au « droit au logement » et contenait les termes suivants : « Le mariage et la famille bénéficient de la protection juridique, économique et sociale de l'État. » Le projet n'incluait aucune référence à Dieu. Les socialistes autrichiens ont jugé cette ébauche de constitution « inacceptable ». Le parti socialiste veut, entre autres, une

réduction de l'âge du droit de vote à 16 ans. Un référendum à l'automne 2005 sur un nouveau projet de constitution semble maintenant improbable. (6)

Les homosexuels et la loi dans les États fédéraux

Afrique du Sud : La Déclaration des droits sud-africains incorporée dans la Constitution de 1996 protège les homosexuels de toute discrimination. En 1998, la Cour suprême a supprimé la loi sur la sodomie.

Allemagne : Les lois contre l'homosexualité ont été abrogées en 1968, en Allemagne de l'Est, et en 1969, en Allemagne de l'Ouest. En 2001, le Bundestag a adopté une loi pour permettre l'union civile des couples de même sexe. Cette loi fut élargie en octobre 2004 pour autoriser l'adoption des enfants de l'autre partenaire et permettre un soutien mutuel.

Belgique : Légalisation du mariage homosexuel en février 2003, le second pays dans le monde à le faire.

Brésil : Il n'y a aucune loi contre l'homosexualité; un certain nombre d'états et de villes ont des lois interdisant la discrimination contre les homosexuels. En décembre 2004, le Brésil a modifié sa politique en matière d'immigration pour que soient reconnues les relations entre les couples binationaux de même sexe.

Canada : Les lois contre les pratiques homosexuelles ont été abrogées en 1969. Pierre Trudeau, alors premier ministre, avait déclaré : « Il n'y a pas de place pour l'État dans les chambres à coucher de la nation. » Le mariage homosexuel est légal dans 7 provinces sur 10 et, en février 2005, un projet de loi étendant le mariage aux couples de même sexe a été présenté en première lecture au Parlement fédéral.

Espagne : En décembre 2004, le gouvernement socialiste a présenté une loi visant à légaliser le mariage homosexuel. Le Parlement prévoit en débattre en février.

États-Unis d'Amérique : En 2003, la Cour suprême des États-Unis a jugé que les lois contre la sodomie, toujours en vigueur dans 14 états sur 50, étaient inconstitutionnelles. Le Massachusetts a légalisé le mariage homosexuel en 2004, et une loi offrant la possibilité aux partenaires de même sexe de conclure une union civile a été adoptée au Vermont en 2000.

Inde : L'article 377 du code pénal indien proscrie toujours les pratiques homosexuelles.

Nigeria : Le chapitre 42, article 214, du code pénal nigérien, prescrit que les personnes coupables d'actes homosexuels sont passibles de 14 ans de prison. En vertu de la charia, qui régit certains états du nord, la peine peut aller jusqu'à la mort par lapidation.

Pakistan : L'article 377 du code pénal pakistanais fait de l'homosexualité une activité illégale. Elle est passible d'une peine d'emprisonnement (de deux ans jusqu'à la réclusion à perpétuité) et d'un châtement corporel de 100 coups de fouet. En vertu de la loi islamique (qui prévaut au Pakistan depuis 1990), la peine peut être la mort par lapidation.

Suisse : Il n'y a aucune loi contre l'homosexualité; la Constitution interdit implicitement toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. En 2002, le canton de Zurich a organisé un référendum pour permettre l'union civile dans le cas des couples homosexuels. En décembre 2003, l'assemblée législative fédérale a adopté, en première lecture, un projet de loi autorisant les homosexuels à conclure des unions civiles. Un processus référendaire a été lancé par ceux qui s'y opposent.